

*Initiatives ministérielles*

gouvernement reconnaît maintenant, trois ans plus tard, que ce n'était peut-être pas une si bonne idée après tout.

Quand, il y a trois semaines, le chef de mon parti a dit que la TPS allait être éliminée, soyez certains qu'elle le sera si les Canadiens nous accordent leur confiance et nous permettent de diriger le gouvernement du Canada.

Quand on parle d'éliminer la TPS, la question la plus courante à laquelle nous avons droit de la part des députés de l'un ou l'autre côté de la Chambre, de l'homme de la rue, voire des journalistes, c'est comment comptons-nous remplacer les 15 milliards de dollars de recettes qu'engendre cette taxe. En d'autres termes, que va faire le Parti libéral du Canada pour produire ces 15 milliards de dollars?

Pour commencer, la TPS a fait un tort considérable aux détaillants de notre pays. Elle a fait un tort considérable à l'économie et elle est à l'origine du taux élevé de chômage et du nombre croissant d'assistés sociaux. Il est vrai que nous venons de traverser une récession, mais la TPS n'a fait que réduire davantage la confiance des consommateurs. Et donc, pour en venir aux recettes, cette taxe nous a mis dans une situation où les paiements au titre du bien-être social et de l'assurance chômage, y compris les taux d'intérêt, excèdent 30 milliards de dollars.

En mettant en place un régime fiscal équitable, en redonnant du travail aux 400 000 ou 500 000 chômeurs, on pourrait très facilement se trouver dans quatre ou cinq mois à la tête de 15 milliards de dollars, sans compter que nous permettrions aux gens de retrouver leur dignité. Il faut bien comprendre que près de deux millions de personnes au Canada sont sans travail.

Je ne puis croire qu'un seul député à la Chambre, quel que soit le parti auquel il est affilié, veuille que l'on garde le statu quo en matière de droit fiscal. En fait, je n'ai pas rencontré un seul député qui estime que la loi canadienne de l'impôt est équitable, simple, en un mot efficiente. Tous autant que nous sommes nous convenons que ce document de 2 400 pages, avec ses règles, ses règlements, ses exceptions, ses exceptions aux exceptions, est aujourd'hui complètement incompréhensible. La loi de l'impôt, conjuguée à la TPS, a donné lieu dans ce pays à une économie parallèle. Les experts estiment à plus de 100 milliards de dollars la valeur des transactions en espèces actuellement au Canada.

• (1030)

Pourquoi les gens veulent-ils faire de telles transactions? Parce qu'ils estiment que le régime fiscal en place est injuste. C'est ce que pense tout le monde au Canada. La TPS n'a fait que renforcer cette impression, ce qui a amené les gens à coopérer entre eux. On va vous proposer de repeindre votre maison à condition que vous payiez

la moitié en espèces. De cette façon, vous ne paierez la TPS que sur la moitié du montant car il n'y a pas de TPS sur les transactions en espèces. Parfois les gens paient la moitié du contrat en argent liquide, tandis qu'ils en font facturer l'autre moitié ou le tiers de la valeur du travail, de manière à payer la TPS sur le montant le moins élevé. On recourt maintenant à toutes sortes de combines dans le pays, et cette économie parallèle, cette économie monétaire, échappe à tout contrôle.

On nous demande, à nous de l'opposition, ce que nous allons faire pour trouver les 15 milliards de dollars de recettes perdues si nous mettons la TPS au rancart. Pour la vingtième fois à la Chambre des communes, je vais supplier le gouvernement de songer à réformer le régime fiscal. Il y a une solution de rechange à la TPS et il y a une solution de rechange à la loi actuelle de l'impôt sur le revenu. On n'a pas à défendre le statu quo. Ce que nous proposons n'est qu'une option parmi bien d'autres, mais nous préconisons le régime fiscal uniforme.

Les gens veulent qu'on rende des comptes. Quand on a une loi de l'impôt où l'obligation de rendre des comptes est absolument minimale et que ce fait est aggravé par la TPS qui a créé une économie parallèle, il faut songer à un régime fiscal uniforme. Qu'est-ce que le régime fiscal uniforme? Cela reviendrait essentiellement à dire qu'il faut cesser de diriger tous les aspects de l'économie au moyen de la Loi de l'impôt sur le revenu. À l'heure actuelle, pour tous les secteurs de l'économie, qu'il s'agisse des forêts, des mines ou de l'environnement, on offre toutes sortes d'avantages fiscaux, de traitements spéciaux, dans le cadre de la loi de l'impôt. Il existe dans cette loi de l'impôt des échappatoires fiscales qui remontent à 20 ans et qu'on n'a pas encore réexaminées pour voir si elles servent bien les fins pour lesquelles elles ont été établies.

Rien que cette année, deux projets de forage en mer ont coûté près de 2 milliards de dollars aux contribuables canadiens à cause d'une échappatoire fiscale enfouie depuis 20 ans dans la loi de l'impôt et qui n'a guère permis de créer un seul emploi au Canada. Il faudrait purger la loi de l'impôt de tous ces avantages fiscaux, et si un secteur de l'économie désire un abattement fiscal ou un encouragement fiscal, il devrait s'adresser au ministère responsable et justifier cet avantage en le reliant à la création d'emplois.

Il y a très peu de rapport avec la création d'emplois à l'heure actuelle, si tant est qu'on ait évalué le bénéfice que nous retirons de ces avantages fiscaux sous cet angle.

• (1035)

Si nous avons un régime fiscal uniforme selon lequel les sociétés auraient à payer 20 p. 100 de leur revenu net,